

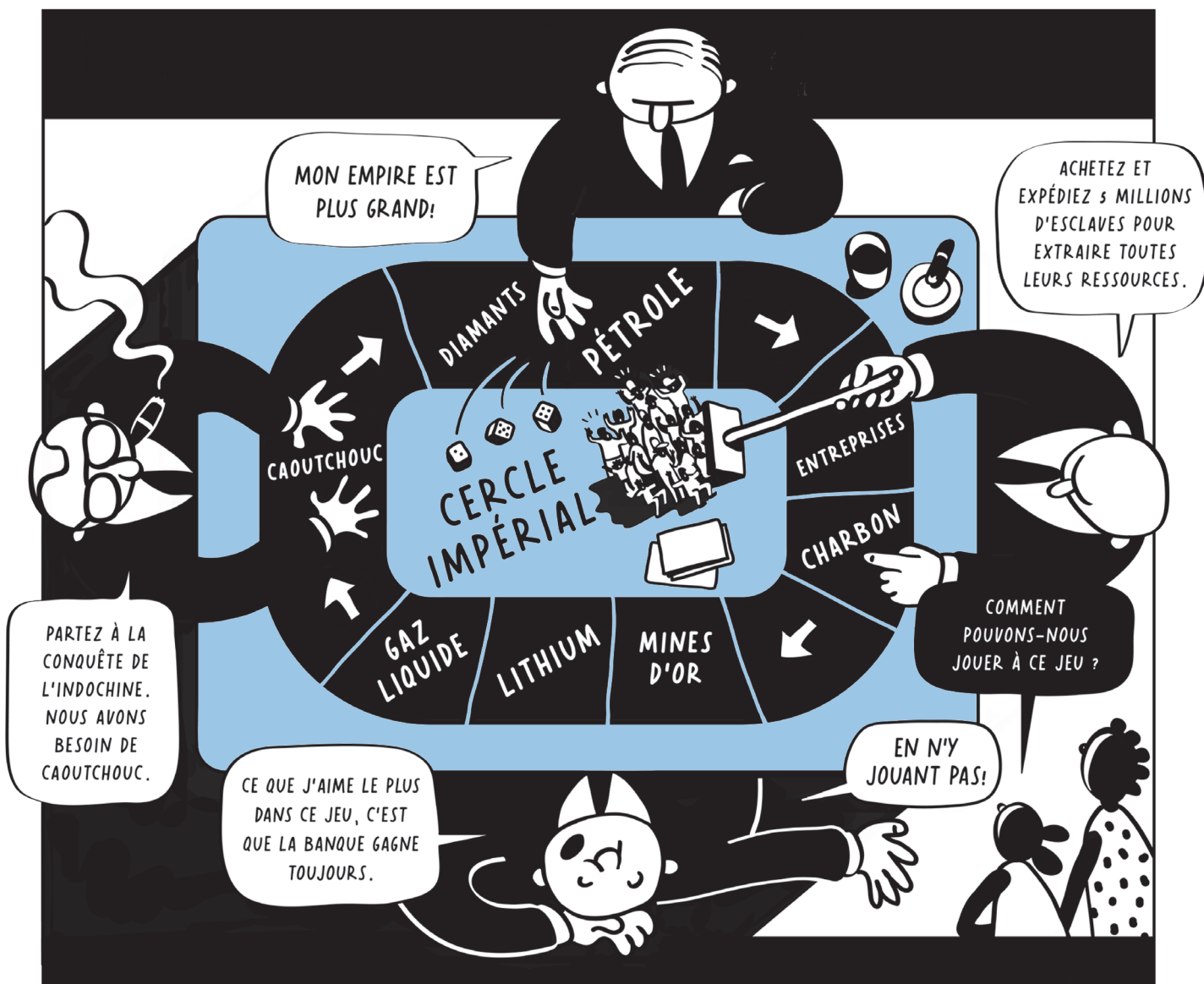


L'INTERSECTION DE LA DETTE ET DE L'EMPRISE DES ENTREPRISES

Introduction

La dette représente une expression du capitalisme néolibéral ainsi que de ses crises. Les récentes vagues d'accumulation de dette sont devenues un élément de plus en plus central dans l'économie mondiale depuis le XIX^e siècle, principalement en raison du développement de la dette souveraine en tant qu'outil puissant pour la construction des empires coloniaux. Cela a entraîné l'expansion des marchés de capitaux, attirant les créanciers des pays industrialisés qui ont vu en cela une occasion d'investir massivement à l'étranger dans le but de réaliser des profits. L'apport de capitaux étrangers a considérablement gonflé la dette des pays occupés et appauvris, les poussant dangereusement vers l'insolvabilité¹. Malgré les succès des mouvements anticoloniaux, les anciennes colonies ont continué de faire face à la dette héritée des régimes coloniaux, en plus de l'impérialisme économique actuel. Cette situation a été exacerbée dans les années 1990, suite à l'ascension des États-Unis en tant que superpuissance mondiale prédominante, et à l'imposition du consensus de Washington qui en a découlé. Le terme « consensus de Washington² » désigne l'accord entre le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et le département du Trésor des États-Unis concernant les nouvelles recommandations de politique économique formulées par les élites financières et les grandes entreprises.

Les origines de la dette : Héritages coloniaux et impériaux



Au cours des cinq dernières décennies, l'économie mondiale a connu quatre vagues d'accumulation de dette, à partir de 1970³. Les trois premières de ces vagues ont abouti à des crises financières dans de nombreux pays, tant riches que pauvres. Il s'agit de la crise de la dette en Amérique latine dans les années 1980, de la crise financière asiatique à la fin des années 1990 et de la crise financière mondiale de 2007-2008. La vague actuelle a débuté en 2010 et a atteint un pic de 55 000 milliards de dollars US en 2018⁴, se distinguant des précédentes par sa plus grande ampleur, sa rapidité et son impact généralisé.

Ces cycles d'endettement et les crises qui les accompagnent sont profondément enracinés dans le colonialisme, l'impérialisme et le capitalisme financier, tous dirigés par les pays riches, les individus fortunés et les grandes entreprises dans le but de promouvoir leurs activités d'exploitation néocoloniale. Ils

s'appuient sur des institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, les banques privées, et un nombre croissant de banques publiques de développement. L'influence des élites financières se manifeste activement et passivement à travers des affaires, des activités de lobbying, et des réseaux, ayant un impact direct sur les politiques de prêt du FMI et d'autres institutions financières⁵. Lors du sommet de l'Organisation de l'Union africaine en 1987, Thomas Sankara, l'ancien président du Burkina Faso, assassiné pour avoir tenté de créer des modèles alternatifs de développement basés sur les droits, l'égalité des femmes et la solidarité avec d'autres mouvements anticoloniaux et socialistes, a affirmé que la dette doit être éliminée de la vie quotidienne des pays africains. Il a souligné que la dette trouve ses racines dans le colonialisme et l'impérialisme, soulignant que ceux qui prêtent de l'argent sont les mêmes qui ont colonisé les pays emprunteurs et géré leurs États et économies⁶.

Pendant les années 1990, après la chute de l'Union soviétique et l'ascension des États-Unis en tant que superpuissance mondiale, plusieurs institutions internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, le département du Trésor des États-Unis et l'Organisation mondiale du commerce, ont adopté un ensemble de politiques économiques largement connues sous le nom de « Consensus de Washington », un terme inventé par l'économiste britannique John Williamson⁷. Ces réformes ont inauguré l'ère du néolibéralisme⁸, une philosophie politique et économique mettant l'accent sur le libre-échange, la déréglementation, la mondialisation et la privatisation, ouvrant ainsi la voie à d'importants bénéfices pour le secteur privé. Par exemple, grâce au Consensus de Washington, le FMI a pu imposer des mesures qui ont contraint les pays à réorienter leurs priorités en matière de dépenses publiques au détriment des services essentiels tels que la santé et l'éducation, à libéraliser le commerce, à encourager les investissements étrangers, à privatiser les

entreprises publiques, à renforcer la propriété privée et à réformer les régimes fiscaux en faveur des acteurs privés et des grands investisseurs. Cependant, ce modèle économique a eu pour conséquence la remise en question des cadres institutionnels et des pouvoirs antérieurs, remettant en cause les formes traditionnelles de souveraineté de l'État, la division du travail, les relations sociales, les prestations sociales, les avancées technologiques, les modes de vie et de pensée, les activités de reproduction, l'attachement à la terre et les habitudes culturelles.

Le Consensus de Washington a émergé grâce à des conditions structurelles, comprenant des réalignements historiques du pouvoir politique et économique mondial, ainsi que des idées prédominantes au sein de la communauté économique académique⁹. Cependant, il est également le fruit d'actions délibérées de puissants acteurs, en particulier le gouvernement des États-Unis, avec le soutien du monde des affaires, en collaboration avec d'autres gouvernements de pays riches et des



hauts fonctionnaires d'organisations internationales partageant des convictions similaires.

Sous l'hégémonie néolibérale des États-Unis, la dette est devenue un instrument de plus en plus puissant au service de l'impérialisme économique, redéfinissant les politiques économiques et favorisant la privatisation continue au profit d'intérêts privés étroits. L'histoire longue des dettes imposées à de nombreux pays, ainsi que des politiques colonialistes qui ont entravé leur accès aux marchés mondiaux des capitaux, est non seulement injuste, mais aussi accablante. En effet, ces dettes étaient pratiquement impossibles à rembourser sans contracter de nouveaux emprunts. En cas de défaut de paiement, les pays se voient exclus des marchés mondiaux des capitaux, les privant de la possibilité d'acheter des biens essentiels pour leur population. Dans de telles situations, ces pays se tournent souvent vers le FMI en tant que prêteur de dernier recours. Cependant, les prêts du FMI sont assortis de conditionnalités néolibérales, telles que des programmes d'ajustement structurel, des mesures d'austérité et des stratégies de réduction de la pauvreté. Ces conditionnalités ont forcé les pays, en collaboration avec les détenteurs de dettes privées et publiques, à prioriser le remboursement de la dette, ce qui a entraîné la privatisation (la vente de biens et de services publics), la réduction des dépenses publiques et des allocations de retraite, l'instauration de taxes à la valeur ajoutée (TVA) régressives, la déréglementation du marché du travail, et ainsi de suite. Un exemple concret se trouve au Gabon, où les mesures d'austérité imposées par le FMI ont englobé une réduction substantielle des dépenses publiques et une diminution du déficit budgétaire, passant de 6,6 % du PIB en 2016 à 4,6 % en 2017. Ces mesures ont eu un impact significatif sur la capacité du secteur de la santé à fournir des services¹⁰. En conséquence, le système de santé public au Gabon s'est effondré, les régimes d'assurance publique ont été affectés, et les citoyens se sont retrouvés dans une situation de vulnérabilité, confrontés à des dépenses imprévues qui ont souvent plongé les familles dans la pauvreté.

Lors de sa création en 1980, le Zimbabwe a hérité d'une dette de 700 millions de dollars du gouvernement rhodésien dirigé par Ian Smith¹¹. Ces emprunts avaient été utilisés pour acheter des armes dans les années 1970, en dépit des sanctions de l'ONU. Le Royaume-Uni a octroyé des prêts qualifiés d'"aide" qui étaient liés à l'achat par le Zimbabwe de produits de sociétés britanniques comme General Electric et Westinghouse. De même, l'Espagne a prêté de l'argent pour l'achat d'avions militaires fabriqués par des entreprises espagnoles. De plus, le Royaume-Uni a fourni de nouveaux prêts au gouvernement zimbabwéen pour l'achat d'avions Hawk de fabrication britannique, qui ont ensuite été utilisés dans le cadre de la deuxième guerre du Congo. Cette guerre a impliqué le Zimbabwe ainsi que plusieurs autres pays africains dans le conflit en République démocratique du Congo en 1998. Ces nouveaux prêts ont été en partie destinés à régler les dettes héritées de la Rhodésie, à financer la reconstruction d'après-guerre et à faire face à une sécheresse majeure au début

des années 1980. Cependant, la majeure partie de ces prêts a finalement bénéficié à des entreprises espagnoles et britanniques, au détriment de l'augmentation de la dette du Zimbabwe.

Qu'est-ce que l'emprise des entreprises ?

Les membres du Réseau-DESC définissent le terme « emprise des entreprises » comme le processus par lequel une élite économique exerce son influence sur les décideurs nationaux et internationaux ainsi que sur les institutions publiques, compromettant ainsi la réalisation des droits humains et la préservation de l'environnement. Les éléments de l'emprise des entreprises identifiés par les membres du Réseau comprennent diverses pratiques, telles que la manipulation des communautés, la diplomatie économique, l'ingérence dans le système judiciaire, l'influence sur la législation et la politique, la privatisation des services de sécurité publique, les « portes tournantes » (lorsque des individus passent du secteur privé au secteur public et vice versa) et la création de récits qui servent les intérêts de l'élite économique¹².

Comprendre le rôle du secteur des entreprises dans l'aggravation des crises de la dette mondiale

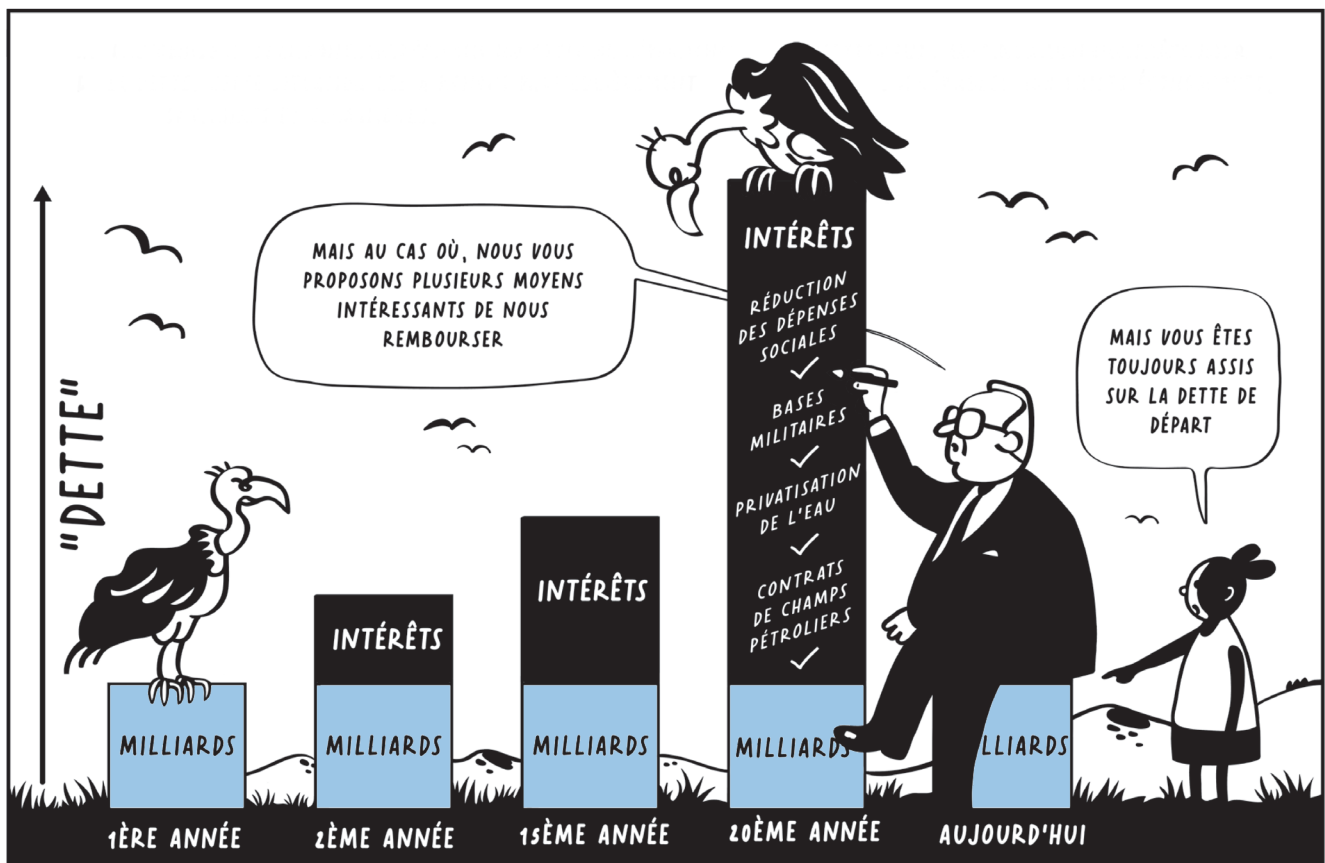
1. Les entreprises s'emparent du processus décisionnel du gouvernement en matière d'emprunt : Argentine

Au cœur de la crise de la dette se trouve un système économique qui privilégie les intérêts des créanciers et du capital privé au détriment du bien-être commun de toutes les populations et de leurs droits fondamentaux. Les élites financières privées et les grandes entreprises exercent une influence prépondérante dans les négociations sur la restructuration de la dette, contraignant les pays à adopter des politiques favorables aux entreprises. Cela se traduit par une augmentation du rôle des acteurs privés dans la prestation des services publics et d'autres services essentiels, ainsi que par des États contraints de rembourser leur dette avec des taux d'intérêt plus élevés et des surcharges supplémentaires¹³ sur des périodes plus longues, dans des conditions économiques difficiles. Cette situation crée un cycle sans fin d'accumulation de la dette et de dépendance. En 2020, de nombreux pays en développement ont été contraints de faire défaut¹⁴ sur le remboursement de leur dette, notamment l'Argentine, l'Équateur et le Liban. Ce phénomène s'est accru de manière exponentielle au cours des deux dernières années, à mesure que de multiples crises économiques et financières touchaient un nombre croissant de pays.

Un exemple illustrant ces défis est l'Argentine, qui a été plongée dans une crise économique dévastatrice en décembre 2001/janvier 2002. À cette époque, un gel partiel des dépôts bancaires, un défaut partiel sur la dette publique et l'abandon du taux de change fixe ont déclenché un effondrement de la production, des niveaux élevés de chômage, ainsi que des troubles politiques et sociaux¹⁵. En juin 2018, dans le cadre de l'accord de confirmation signé avec le FMI, l'Argentine a reçu environ 44,5 milliards de dollars, ce qui équivalait à 10 % de son PIB et près de 1 000 % de sa quote-part au sein du FMI. Il s'agissait du prêt le plus important jamais accordé à un pays par le FMI. En 2020, l'Argentine a dû entamer une restructuration de sa dette, touchant à la fois sa dette envers le FMI et sa dette envers des créanciers privés. Le FMI a apporté un soutien aux négociations sur la restructuration de la dette, en déclarant que la dette était insoutenable. Cependant, l'institution n'a pas fourni de fonds supplémentaires pour aider l'Argentine à faire face à la pandémie de COVID-19, ni insisté pour que les créanciers privés acceptent un accord plus rapide ou plus favorable. Alors que les négociations avec le FMI se poursuivent, l'institution a écarté l'option d'une réduction de la dette, préférant proposer un « Accord de facilité élargie de crédit¹⁶ », qui ne ferait que repousser la date limite de remboursement de la dette, ce qui entraînerait des intérêts courus plus élevés. Bien que cette solution offre une certaine flexibilité en prolongeant la période de remboursement et en libérant des ressources à court terme, elle pourrait ne pas suffire pour répondre à la demande croissante de services publics en Argentine.

2. Fuir la responsabilité en utilisant le cadre commun du G20 pour le traitement de la dette

Le Groupe des 20 (G20) est le principal forum intergouvernemental dédié à la coopération économique internationale, jouant un rôle majeur dans la création et le renforcement de l'architecture et de la gouvernance mondiales sur des questions économiques d'envergure internationale. En réponse à la crise de la dette de plus en plus pressante qui oppose les prêteurs publics et privés, le G20 a mis en place le Cadre commun pour le traitement de la dette¹⁷. Bien que ce cadre présente certaines limites¹⁸, il a été élaboré dans le but d'apporter une aide aux pays en difficulté pour faire face à la crise actuelle. Cela inclut des mesures urgentes telles que l'allègement, la remise, l'annulation et la restructuration de la dette. Cependant, l'un des principaux inconvénients du cadre du G20 réside dans le fait qu'il ne contraint pas les prêteurs privés, le FMI et la Banque mondiale à participer à la restructuration de la dette, ce qui réduit considérablement son efficacité. Il est essentiel que les prêteurs privés s'engagent dans le processus de restructuration de la dette, car leur non-participation entraînerait une distribution inéquitable du fardeau. Le FMI, les acteurs privés, la Banque mondiale et d'autres institutions de développement multilatérales, qui sont des prêteurs clés, ont délibérément choisi de ne pas adhérer au cadre proposé.



3. Approfondissement de la crise de la dette par les fonds spéculatifs vautours

Depuis les années 1990¹⁹, les fonds spéculatifs « vautours » ont réalisé d'énormes profits en appliquant une stratégie controversée : ils achètent des obligations émises par des pays en défaut de paiement ou proches de l'être, puis intentent des poursuites judiciaires contre ces pays pour obtenir le remboursement intégral de la dette. Dans le contexte de la dette souveraine, le terme « fonds vautours »²⁰ (ou « fonds de dette en détresse ») est utilisé pour désigner des entités commerciales privées qui acquièrent la dette souveraine défaillante de pays, dont beaucoup sont des pays très endettés, sur le marché secondaire à un prix bien inférieur à sa valeur nominale. Ils cherchent ensuite à récupérer la valeur nominale totale de la dette, ainsi que les intérêts, les pénalités et les frais de justice. Les méthodes utilisées pour atteindre cet objectif comprennent les actions en justice, la saisie d'actifs ou l'exercice de pressions politiques. Les fonds vautours ont obtenu des taux de recouvrement moyens allant de 3 à 20 fois leur investissement initial, ce qui équivaut à des rendements de 300 à 2000 %²¹ (après déduction des frais juridiques). Grâce à l'activité des fonds vautours, ou aux marchés secondaires de la dette, les élites financières et les grandes entreprises ont réussi à exploiter, à aggraver et à tirer profit des crises de la dette, en particulier dans les pays du Sud, faisant de cette pratique une entreprise lucrative qui aggrave le fardeau des pays confrontés à une dette croissante. Leur modus operandi est simple : ils achètent des dettes en difficulté à un prix considérablement réduit, refusent de participer aux processus de restructuration de la dette et cherchent à obtenir la valeur totale de la dette, souvent à sa valeur nominale, en plus des intérêts, des arriérés et des pénalités, en recourant à des actions en justice si nécessaire.

En 2007, au Royaume-Uni, une haute cour a statué que la Zambie devait verser à **Donegal International**, un acheteur de fonds vautours, un règlement de 15,5 millions de dollars US²². Cette décision de la Haute Cour a déclaré légale une plainte déposée contre la Zambie par la société américaine détenue par le citoyen américain Michael Sheehan, pour des dettes contractées par le pays appauvri d'Afrique australe. Le fonds vautour, qui avait acquis une dette pour 3 millions de dollars US, a intenté une action en justice contre la Zambie pour réclamer 55 millions de dollars et s'est vu accorder finalement 15,5 millions de dollars. Les fonds vautours exercent une pression sur les débiteurs souverains en tentant d'obtenir la saisie des actifs du gouvernement situés à l'étranger. Ces procédures restent une source de lourdes contraintes pour les débiteurs concernés et peuvent compliquer la gestion de leurs finances et de leurs réserves.²³

Le Liban a fait défaut sur 31,3 milliards de dollars US d'euro-obligations souveraines en mars 2020 en raison de la cupidité des élites économiques, de l'incompétence flagrante et de la manipulation nocive de puissants acteurs financiers étrangers²⁴.

Le système bancaire libanais a joué un rôle majeur dans l'aggravation de la crise financière et du défaut de paiement du pays. Poussées par leurs dirigeants et leurs principaux déposants, qui cherchaient à sécuriser des liquidités pour échapper à une crise nationale de plus en plus grave, les banques ont vendu des euro-obligations à des investisseurs étrangers, sachant pertinemment que cette pratique affaiblirait considérablement la position de négociation du gouvernement et compliquerait les chances d'une restructuration de la dette. Au total, on estime que les banques ont vendu pour plus de 6,1 milliards de dollars US d'euro-obligations. Après le défaut de paiement, la Banque centrale du Liban a également vendu 700 millions de dollars US supplémentaires en euro-obligations, ce qui a encore fragilisé la position de négociation du gouvernement libanais. Cette vente massive d'obligations à des entités étrangères, notamment plusieurs fonds vautours, « a porté un double coup aux espoirs d'une restructuration ordonnée des obligations de la dette du Liban.²⁵ »

4. Les partenariats public-privé : des dettes cachées qui rapportent gros au secteur privé

Dans le contexte de la crise économique actuelle, les gouvernements des pays pauvres font face à une pression accrue pour trouver des réponses rapides à des questions complexes concernant la préservation des services publics et le financement des infrastructures. Les partenariats public-privé (PPP) reviennent à la mode en tant que solution perçue²⁶. De nombreux gouvernements se tournent vers les PPP avec l'espoir que le secteur privé contribuera au financement des infrastructures et des services publics, qui ont été gravement touchés par les multiples crises de la dette, de la pandémie et du climat. Les PPP sont des mécanismes de financement par lesquels un gouvernement délègue au secteur privé la responsabilité de mobiliser des ressources et de réaliser un projet, moyennant quoi le gouvernement s'engage à verser une redevance fixe sur une période de temps déterminée. Dans le cadre de ces accords, le gouvernement supporte le coût en capital et les bénéfices des investisseurs privés. Les PPP ont permis aux investisseurs et aux acteurs privés de réaliser des rendements élevés avec un risque limité²⁷. Toutefois, ces bénéfices sont générés au détriment des contribuables et du grand public, ce qui crée un cycle coûteux de dépendance et d'accumulation de dette, les gouvernements s'endettant sur les marchés financiers pour couvrir les coûts, y compris les intérêts. Les gouvernements qui optent pour des PPP sont confrontés à un conflit d'intérêts inhérent entre la gestion et le remboursement de leur dette d'un côté, et la garantie que les biens et services publics restent disponibles et accessibles de l'autre. Cependant, les coûts associés aux PPP, qui constituent essentiellement une charge pour le gouvernement, ne sont généralement pas reflétés dans les statistiques officielles de la dette du pays contractant, ce qui dissimule la véritable charge de la dette. Cette situation crée une fausse incitation à recourir aux PPP, même s'ils s'avèrent généralement plus coûteux.

En Ouganda, le gouvernement a largement recouru aux partenariats public-privé (PPP), collaborant étroitement avec des multinationales qui l'ont poussé à garantir leurs investissements, créant ainsi des engagements financiers masqués pour le gouvernement. En 2019, le Parlement ougandais a approuvé des billets à ordre d'une valeur de 379,7 millions de dollars US en faveur de FINANSI/ROKO Construction SPV Limited pour la conception, la construction et l'équipement de l'hôpital international spécialisé d'Ouganda (ISHU). La construction, l'équipement et l'exploitation de l'hôpital ont été confiés à FINANSI/ROKO, qui recevra des paiements annuels du gouvernement ougandais. Ces paiements, totalisant 557 millions de dollars US, devront être déduits du budget sectoriel du ministère de la Santé sur une période de huit ans. La construction et l'équipement de l'hôpital sont dirigés

par FINANSI, une multinationale italienne. Cependant, il est important de noter que le processus d'élaboration de ce PPP s'est déroulé dans le plus grand secret, avec des informations cruciales cachées même aux membres du Parlement qui ont autorisé les billets à ordre. Dans son rapport indépendant, la commission parlementaire sur l'économie nationale a constaté que l'approbation parlementaire requise n'avait pas été obtenue pour certains de ces contrats. Étant donné que les paiements à cette société sont déjà en cours, le Parlement a averti que le ministère de la Santé devra engager des coûts annuels de 69,7 millions de dollars US sur une période de huit ans pour remplir les obligations financières envers le secteur privé, ce qui réduira vraisemblablement les dépenses pour d'autres besoins essentiels en matière de santé publique.

Conclusion

Les origines de la crise de la dette mondiale sont profondément enracinées et vont bien au-delà des simples transactions financières. Lorsque le colonialisme a pris fin, l'impérialisme a été mis en place pour poursuivre l'exploitation des ressources au profit des entreprises et des élites économiques. Des institutions telles que le FMI et la Banque mondiale continuent de dépouiller les nations du Sud de leurs ressources et de leur richesse, les laissant appauvries et dépendantes de l'aide financière du Nord, souvent sous forme de prêts. Au nom du « développement », ces institutions ont systématiquement imposé des politiques économiques néolibérales et des conditionnalités qui privilégient les profits plutôt que les populations et la planète, contribuant ainsi à la crise climatique actuelle. Ces politiques ont également conduit à l'emprise des entreprises sur des institutions essentielles de prise de décision de l'État et à l'aggravation des inégalités et de l'appauvrissement dans le Sud. Cependant, le véritable coût de ces dettes ne se limite pas aux chiffres d'un bilan.

Plus d'outils d'éducation politique sur la dette et la capture d'entreprises

Ce document sur les antécédents de la dette et de la capture d'entreprises vise à aider à comprendre la crise actuelle de la dette mondiale, les facteurs structurels et le rôle joué par les acteurs/corporations financières privées dans l'approfondissement de cette crise, en privilégiant constamment les gains aux droits et au bien-être des personnes. Le document complète notre bande dessinée **“Le pouvoir du 99% pour mettre fin à l'emprise des entreprises et à la dette”**, disponible sur ce lien : <https://escr-net.ink/comicdette>. Il est également disponible en [anglais](#), en [espagnol](#) et en [arabe](#).

Remerciements

Ce document de référence a été rendu possible grâce aux membres du Groupe de travail sur la politique économique qui ont contribué en rédigeant des études de cas provenant de différents pays, en examinant la documentation correspondante et en partageant des informations pertinentes. Les membres sont les suivants: [Egyptian Initiative for Personal Rights](#) (EIPR, Égypte), [Initiative for Social and Economic Rights](#) (ISER, Ouganda), [Institute for Justice and Democracy in Haiti](#) (IJDH, Haïti), [Mouvement populaire pour la santé](#) (Kenya), [Centro de Estudios Legales y Sociales](#) (CELS, Argentine), [National Fisheries Solidarity Organization](#) (NAFSO, Sri Lanka), [Al Haq](#) (Palestine) et des membres individuels, [Mela Chiponda](#) et [Salma Hussein](#).

Bibliographie

- 1 Committee For the Abolition of Illegitimate Debt; Two centuries of sovereign debt conflict <https://www.cadtm.org/Two-centuries-of-sovereign-debt-conflicts>
- 2 Stephen, R., H.; Washington Consensus; Britannica money. <https://www.britannica.com/money/Washington-consensus>.
- 3 Peter, Nagle., Ayhan, K., M., Fransisca., O.: Global Waves of Debt; Causes and Consequences. https://www.researchgate.net/publication/350084892_Global_Waves_of_Debt_Causes_and_Consequences/citation/download?_tp=eyJjb250ZXh0Ijp7ImZpcnN0UGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIiwicGFnZSI6InB1YmxpY2F0aW9uIn19
- 4 World Bank Group; Global Waves of Debt; causes and consequences, 2021. Debt Chapter 2.pub Debt Chapter 2.pub
- 5 Andresen, L.; The influence of financial corporations on IMF lending: Has it changed with the global financial crisis?; SNB Working Papers (2022) https://www.snb.ch/n/mmr/reference/working_paper_2022_04/source/working_paper_2022_04.n.pdf
- 6 Thomas Sankara; A united Front Against Debt, Viewpoint Magazine (1987) A United Front Against Debt
- 7 Irwin, D., Ward, O.; What is the "Washington Consensus", Peterson Institute for International Economics, September 2021. <https://www.piie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/what-washington-consensus>.
- 8 Ces politiques économiques ont également été étudiées et analysées par David Harvey : A Brief History of Neoliberalism, Oxford University Press, 2005 : <https://www.proglocode.unam.mx/sites/proglocode.unam.mx/files/ABriefHistoryNeoliberalism.pdf>.
- 9 Sarah Baab, Alexander Kentikelenis; Markets Everywhere: The Washington Consensus and the Sociology of Global Institutional Change, April 2021. <https://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev-soc-090220-025543#:~:text=The%20dominance%20of%20free%20markets,more%20than%2030%20years%20ago>
- 10 Eurodad; Unhealthy Conditions; IMF loan conditionality and impacts on health financing (November 2018) <https://docs.google.com/document/d/1cIAucXmn5cO79obgHcQzjwHgOCjUklnbv7Qf196MExE/edit>
- 11 Debt Justice; Zimbabwe Debt Statistics in 2017. <https://debtjustice.org.uk/countries/zimbabwe>
- 12 Découvrez davantage sur les manifestations de l'emprise des entreprises développées par les membres du Réseau DESC ici : <https://www.escr-net.org/fr/responsabilitesentreprises/emprisedesentreprises/caracteristiques>
- 13 Center for Economic and Policy Research: The Growing Burden of IMF Surcharges; an updated estimate, 2023. <https://cepr.net/report/the-growing-burden-of-imf-surcharges-an-updated-estimate/>
- 14 FitchRatings: Sovereign Defaults Set to hit Record in 2020, May 2020. <https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/sovereign-defaults-set-to-hit-record-in-2020-12-05-2020-1>
- 15 FMI ; Bureau d'évaluation indépendant du projet en cours du FMI, juillet 2003 : <https://www.imf.org/External/NP/ieo/2003/arg/index.htm>
- 16 IMF Extended Facilities Facility Agreement: What is the EFF Designed for?, March 2021 : <https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2016/08/01/20/56/Extended-Fund-Facility>
- La facilité élargie de crédit (FEC) est une facilité de prêt du Fonds du FMI, créée en 1974 pour aider les pays à résoudre leurs problèmes de balance des paiements à moyen et à long terme. La facilité élargie de crédit (FEC) est prescrite aux pays qui souffrent de problèmes de balance des paiements dus à des faiblesses structurelles et qui ont besoin de réformes économiques fondamentales. Le recours à ce mécanisme a considérablement augmenté au cours de la récente période de crise.
- 17 G20 Common Framework for Debt Treatment, 2020 https://clubdeparis.org/sites/default/files/annex_common_framework_for_debt_treatments_beyond_the_dssi.pdf
- 18 Julia Revenscrof, Eurodad Press Release; Reaction to G20 Common Framework for Debt Treatments; designed by and for creditors, November 2020. https://www.eurodad.org/reaction_to_g20_common_framework_for_debt_treatments_designed_by_and_for_creditors_newsletter.
- 19 Danie, J. Brutti; Sovereign Debt Crises and Vulture Hedge Funds: Issues and Policy Solutions. <https://lira.bc.edu/work/ns/330f1d13-e088-49ec-9003-42ae64fad031>
- 20 UN Human Rights Council; Fourteen Session; Report of the independent expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights, Cephas Lumina, 2010. <https://digitallibrary.un.org/record/768139?ln=en>
- 21 Africa Development Bank: Vulture Funds in the Sovereign Debt Context. <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-legal-support-facility/vulture-funds-in-the-sovereign-debt-context>.
- 22 Seager, A.: The Guardian; Court lets vulture fund clawback Zambian Millions, April 2007. <https://www.theguardian.com/business/2007/feb/16/debt.development>
- 23 Africa Development Bank; Vulture Funds in the Sovereign debt context. <https://www.afdb.org/en/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/african-legal-support-facility/vulture-funds-in-the-sovereign-debt-context>
- 24 Noe N., Halabi S. (June, 2022). How Lebanon's banking sector sold off the country's financial future to foreign interests: <https://thebadil.com/investigations/lebanons-banking-future-foreign-interests/>
- 25 Ibid
- 26 Hall, D. (2014). Why Private-Public Partnerships don't work: Global Policy Forum. <https://www.globalpolicy.org/en/article/why-public-private-partnerships-dont-work>.
- 27 Toby, S. and Corina, C. (2009). The Problem with Public-Private Partnerships. <https://policyalternatives.ca/publications/monitor/problem-public-private-partnerships>

Le Réseau-DESC - Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels – est un réseau dirigé par ses membres, qui relie plus de 300 mouvements sociaux, groupes de peuples autochtones, organisations de défense des droits humains et défenseur.e.s des droits humains de 76 pays. Depuis 2003, le réseau offre aux membres un espace où ils peuvent relier leurs luttes à travers les régions pour relever les défis systémiques, notamment l'impact néfaste de la crise mondiale de la dette sur les droits humains et l'influence croissante des entreprises et des élites économiques dans les politiques et autres espaces de prise de décision.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @ESCR-Net



Inscrivez-vous à notre newsletter: <https://escr-net.ink/newsletter>



Scannez ce code pour en savoir plus sur notre travail collectif.